

Accélérer la transition en territoire Albigeois et Bastides

Un territoire « ressource », force tranquille des transitions

Etat des lieux, perspectives et recommandations

Auteurs : Jean-François Caron, Julian Perdrigeat
Avec l'appui de Nicolas Barennes, stagiaire

Mai 2021

Association de promoFabrique des Transitions

Avertissement

Le territoire ne part pas de rien, plusieurs démarches ont déjà été menées à l'échelle du pôle, et chaque Communauté de Communes a des atouts et des avancées à faire valoir.

Le diagnostic présenté ci-après part des propos tenus par les acteurs rencontrés (28 pour Julian, 28 pour JF), l'anonymat de chacun est préservé car c'est la règle pour une parole libre, et donc précieuse. Certains entretiens ont pu être l'occasion d'un vidage de sac pour certains qui ont saisi l'opportunité de cet espace d'expression pour dire ce qu'ils avaient à dire. Ce qui est présenté en analyse, puis en recommandations vient de notre regard de tiers extérieur, il s'appuie sur le fruit d'une expérience et d'un réseau national, sur une grille de lecture sur les conditions de réussite d'une transition « systémique » c'est-à-dire qui touche à tous les enjeux et implique l'ensemble des acteurs.

C'est un point de vue nécessairement subjectif. Le diagnostic ne prétend pas être exhaustif, assume les biais (nous n'avons pas rencontré toutes les typologies d'acteurs par exemple), il identifie les points d'appui pour une accélération de la transition (et ils sont nombreux) mais révèle aussi les principaux points de « tension » qui nous sont apparus et sur lesquels travailler, au sens de la kinésithérapie (soigner la mise en mouvement).

Ce qui est énoncé est fait pour faire réagir, et l'enjeu est bien la co-production entre vous (et éventuellement avec nous) de votre projet de territoire, de vos besoins de mobilisation individuelle et collective, des conditions à rassembler pour améliorer ce qui peut l'être et amplifier ce qui existe.

Entretiens réalisés

Intervenants	Echelons	Personnes rencontrées	Total
Jean-François Caron		- 19 présidents de communautés de communes, maires, adjoint/es au maire - 5 agents des services - 4 acteurs des terrains	28
Julian Perdrigeat	PETR 4C 3CS VAL81 CCMAV	- 3 agents : le Directeur actuel et l'ancien directeur, une chargée de mission. Entrevue avec le Président. La directrice du syndicat des eaux. - 3 agents, 4 opérateurs sur les enjeux tourisme, culture, social, agriculture. - 2 agents, 3 opérateurs sur les enjeux énergie et implication	28

	CCCT	<ul style="list-style-type: none"> - 2 agents, 1 opérateur sur les jardins, 1 élue - 2 agents, 2 opérateurs sur énergie, écolieu, implication, gouvernance partagée - 2 agents, 3 opérateurs sur les enjeux tourisme, culture, filière, implication et environnement 	
--	------	---	--

1. Diagnostic (issu de ce qui a été formulé dans les entretiens)

1.1 Points forts

- Le territoire présente un vrai art de vivre.
- La bienveillance est réellement présente, on n'a pas de culture de l'affrontement.
- La mutualisation entre territoires et communes est globalement demandée, attendue.
- Il y a des élu.e.s porteurs, engagés, avec de la vision, idem chez les acteurs de terrain et les agents des collectivités.
- Il y a des compétences très variées, une réelle capacité à s'entre-aider, une solidarité notamment entre agents, véritables « couteaux suisses » qui savent s'adapter et monter en compétence sur différents sujets, quand de nécessité.
- Il existe de nombreuses initiatives en matière de transition, portées par les acteurs de terrain, les opérateurs, ce qui n'est pas toujours le cas quand on compare avec d'autres territoires. « Territoire assez magnifique. Très riche du point de vue environnemental : des plaines, des vallons, des rivières. Quand je suis rentré(e) je me suis aperçu(e) d'une grande dynamique de transition ». Certaines initiatives sont reconnues sur le plan régional, voire national, par exemple en matière culturelle.
- Des labels de qualité qui font la renommée du pays. Des potentiels en termes de filière, sur le bois, sur la pierre sèche, qui peuvent participer au développement du territoire.
- La présence de coopératives, notamment en matière agricole, et des outils de transition énergétique bien structurés (SICAE, SCIC REHAB, Coop de SO...) : atouts indéniables à l'heure des transitions.
- Un territoire « TEPOS » qui affirme une orientation très forte en matière de projet de territoire.
- Une prise de conscience des enjeux climatiques, notamment chez les professionnels agricoles.
- Le PETR existe, outil des projets, est vu comme un espace de respiration, de vision stratégique. Le PCAET à l'échelle du pays et des intercommunalités est un vrai point fort.
- Un conseil de développement qui existe, s'installe et peut être un vrai point d'appui pour renforcer la gouvernance du PETR. Des initiatives sur la formation des élus, sur la reconnaissance des initiatives et l'implication des acteurs de terrains sont lancées.
- Une forte culture du développement local. Un syndicalisme agricole bien structuré.

1.2 Points faibles

- Nous commençons à être sérieusement impactés par les changements climatiques, on va vers une saison sèche très chaude « j'ai rentré mes animaux vers la mi juillet ! », et une saison des pluies.
- Le territoire se dit manquer d'un véritable élément fédérateur, ou encore manque d'une culture réellement partagée. En conséquence, il émet des doutes sur sa capacité à faire : « veut-on être maître de notre destin, ou être à la remorque d'Albi ? ».

- L'identité de l'échelle PETR paraît faible. Elle manque de lisibilité en termes d'actions structurantes. La fonction, le rôle, les méthodes PETR ne sont pas suffisamment « installés » ou « compris ». Le PETR n'est pas vu par tous comme un espace utile. « ils nous font réfléchir à des trucs pas très opérationnels ». Parfois comme une structure qui impose les choses de manière descendante. « Quel est le rôle du PETR ?... Bonne question ! Il nous aide à réfléchir sur des trucs fourre tout pas très opérationnels. Pourrait-il être autre chose ? Pas sûr ! ». Il n'y a pas de travail avec l'agglomération d'Albi, liée à une histoire bien ancrée et de nombreuses déceptions et occasions manquées. Pourtant à l'heure des transitions, la réciprocité territoriale est au cœur des enjeux de développement. Le récit n'est pas écrit et partagé : il fait défaut et empêche peut-être le territoire d'écrire une nouvelle page de son histoire.
- Les fusions d'intercommunalités ne sont pas encore digérées, tant sur le plan politique que du point de vue technique. L'élargissement des compétences, le grossissement rapide des intercommunalités a généré des difficultés, des réorganisations parfois mal vécues qui freinent encore aujourd'hui le développement de projets.
- Certaines lois ne sont pas adaptées au caractère globalement rural du territoire (ex du PLUI où on contraint fort alors que simultanément on voudrait revitaliser le rural)
- Les initiatives portées par les acteurs terrain ont le sentiment de ne pas être suffisamment reconnues, appuyées. « Quelqu'un qui a un projet il faut savoir l'écouter. Je ne demandais pas d'argent. J'ai pris la colère ». Quand elles impliquent les élus dans leur gouvernance, il peut y avoir un sentiment de décalage « les élus ne comprennent pas nos contraintes ».
- Les agents souffrent d'un manque de reconnaissance de leur engagement et le management par la coopération pourrait être professionnalisé. Il existe par endroit de véritables risques psychosociaux qu'il serait nécessaire de prendre en charge et de traiter sérieusement. Il existe par ailleurs un roulement des agents important par endroit, ce qui ne facilite pas le pilotage continu des projets. Cela interpelle le management et en dernier ressort le pilotage par les élus.
- La transversalité entre acteurs et notamment entre échelons de direction stratégiques entre les communautés de communes n'est pas assez structurée. Cela peut entraîner de l'incompréhension, tant au plan politique que technique, voire des défaillances et de l'épuisement.
- La transversalité entre agents relais de communication n'est pas non plus établie ce qui entraîne un défaut d'information. La communication institutionnelle n'est pas suffisamment ouverte aux acteurs de terrain.
- Il y a un sentiment que l'animation, la mise en réseau des acteurs est trop faible. Il manque des temps d'échanges.
- L'implication des citoyens est assez rare. Les élus et les agents sont globalement peu formés à ces modalités de gouvernance partagée, ce qui entraîne un sentiment d'exclusion et freine la co-construction et la mise en mouvement des initiatives. « J'ai un regard très critique sur la collectivité et sur ce qu'on fait. Pas de démarche participative, On n'a pas de bonnes relations avec les communes »
- La vision communautaire à l'échelle des intercommunalités peut parfois faire défaut. « Les élus viennent comme élus communaux ». La relation entre l'intercommunalité et les échelons communaux n'est pas suffisamment ascendante et participative, elle souffre d'une ingénierie partielle avec des secrétaires de mairie à temps partiel dont l'animation n'est pas assurée ou trop peu (et n'ont d'ailleurs pas pu être écoutés malheureusement dans le cadre de ce premier diagnostic).
- La transition est vue comme un sujet marginal, rabattue sur la dimension « développement durable / environnement » et « pas toujours une priorité ». Ce n'est pas l'axe central des projets intercommunaux. Le PCAET existe, mais reste encore trop peu opérationnel de ce fait. Le sujet de la mobilité est encore trop faiblement identifié comme une priorité.

1.3 Points ambigus ou lectures contrastées

- Notre territoire vieillit beaucoup, il y a depuis le covid des arrivées, on le voit dans beaucoup de villages. Mais on a des problèmes pour accueillir les jeunes ménages, qui ne peuvent dégager beaucoup de moyens pour se loger. Et certaines arrivées sont mal vécues (néoruraux) avec des mondes qui s'ignorent.

- Pour autant les nouveaux venus peuvent apparaître déconnectés de l'identité locale historique, avoir des manières d'être et de faire qui interrogent, voire déplaisent.
- C'est un territoire « rural » où il y a de la difficulté à se projeter. Plusieurs interviewés posent explicitement la question : y a-t-il ici une culture du développement ? D'autres parlent de culture fataliste « *on voit le négatif d'abord* ». Ou de conservatisme « *pour vivre heureux, vivons cachés* ».
- La culture individualiste est très marquée. « *Oui, il faut le reconnaître, l'individualisme est très prégnant* ». Mais simultanément le territoire du Carmausin et alentours est porteur de valeurs de solidarité. Un « déjà-là » existe en termes de solidarité, dans l'agriculture où l'entraide, la mutualisation existaient fortement il y a quelques dizaines d'années et dont il reste quelque chose.
- Les relations élus/services des collectivités/acteurs de terrain sont aussi contrastées : beaucoup d'élus plaident pour une plus grande ouverture avec les acteurs, mais ceux-ci se plaignent de ne pas être considérés ni réellement aidés. Idem entre élus et agents des collectivités.
- La place, le rôle, les missions du PETR méritent d'être clarifiées de manière collective pour en faire un vrai outil au service des transitions du territoire. Les compétences sont partagées en matière de transition et ne relèvent pas d'une entité particulière uniquement. Pour certains acteurs au sein des EPCI, le PETR c'est la transition, « la transition, c'est pas à notre échelle ». Alors que la transition nécessite une coopération très forte entre toutes les échelles.

2. Notre analyse générale

2.1 Pour quoi s'engager, et jusqu'à quel niveau d'ambition ?

- **Une conception de la transition qui n'est pas parfaitement homogène** : pour certains, il s'agit de questions techniques à traiter (par exemple, une meilleure gestion des déchets), pour d'autres il s'agit de grandes thématiques sur lesquelles on doit engager une action volontariste (la question de la transition énergétique par exemple, qui va allier choix technologiques, modèles moins carbonés et sobriété), pour d'autres enfin, il s'agit d'une transition sociétale globale, (qui touche les modèles économiques, qui a des aspects sociaux importants, et amène à penser en systémique). Il y a là une clarification des objectifs qui est à mener pour être en capacité de bien positionner les actions.

En résumé, quel niveau d'ambition ? Faut-il se mettre d'accord sur des actions sectorielles, ou s'attaque-t-on à des transformations plus profondes dans les modes de vie, de consommation, de production, de loisirs ? Cela peut aussi se traduire dans les ambitions des politiques publiques : simple gestion du quotidien, mise en place de stratégie pour s'adapter à minima, être dans l'ère du temps, ou stratégie réellement ambitieuse pour profondément anticiper, se transformer plutôt que de subir les effets de la dégradation du modèle ?

- **Plus généralement, c'est la question de l'avenir du territoire qui n'est pas homogène dans les esprits.** Par exemple, la question agricole est omni présente, mais il y en a des lectures très contrastées. Le diagnostic sur la durabilité ou pas des modèles est très variable. En conséquence, là où certains appellent de leurs vœux une vraie transition agricole vers des modèles moins conventionnels et plus dans des logiques de circuit court, d'autres pensent que cela ne pourra pas changer ! Et tout cela a des conséquences sur les politiques foncières, sur les politiques de gestion de l'eau...

Autre exemple : en matière de démographie, on a d'un côté une population qui vieillit, et donc un enjeu à rajeunir. Comment retenir ou attirer les jeunes ? De l'autre, des arrivées qui ne sont pas toujours vues du bon œil (néo ruraux anciens, qui disent avoir du mal à s'intégrer réellement, de l'autre de plus récentes arrivées (jeunes ménages qui cherchent des zones « refuges » et qui ne veulent pas forcément que le territoire évolue), ou plus récemment des ménages qui changent d'objectifs de vie en période de crise sanitaire COVID).

→ Sur tous ces sujets, le politique (c'est-à-dire la société et au final les élus dans leur capacité d'arbitrage) est attendu pour afficher des choix.

2.2 Quelle organisation du territoire pour agir

Sur l'approche institutionnelle

- Les EPCI ont des situations politiques et sociétales assez différentes, avec un éloignement géographique non négligeable. En conséquence l'échelon PETR apparaît lointain. Quel niveau territorial : l'action doit-elle être menée au niveau du PETR, des communautés de communes ou des communes ? Les trois niveaux ont de la pertinence sur certains enjeux, mais cela mérite d'être clarifié pour bien positionner les actions. Le niveau PETR n'apparaît pas toujours stratégique pour les intercommunalités (sauf sur les questions d'ingénierie), alors qu'il est celui qui permet d'atteindre une masse critique pour monter des projets et changer d'échelle.

- **Il n'y a pas vraiment de pensée "du jeu global des acteurs"**. Un peu comme si chacun était à sa place et devait y rester. Or, d'une part il n'y a pas de développement de territoire sans mise en mouvement et en coopération de l'ensemble des acteurs. D'autre part la transition renforce cette dimension : il va falloir penser transversal (donc travailler les sujets en spectre large) et pour engager et réussir les changements il faudra mobiliser l'ensemble de la société. La coopération est donc un enjeu clé, il y a des marges de progrès importants à cet endroit-là. L'articulation est aussi à travailler avec les chambres consulaires (par exemple, pas de transition agricole sans un engagement réel de la Chambre d'agriculture). Les modalités d'engagement et de coopération des chambres consulaires méritent d'être travaillées.

2.3 Des clés pour l'action

Nous affichons ici ce qui nous apparaît stratégique pour une transition amplifiée et accélérée. Cela sera traduit dans les paragraphes suivants par des recommandations plus précises et opérationnelles.

1) Engager un travail sur les attendus de la transition, pour **préciser et élever le niveau d'ambition**. Il y a un besoin de voir autre chose, de s'inspirer par ailleurs, de faire des voyages apprenants.

2) **Plus de coopération, apprendre à travailler ensemble** dans le respect du statut et du rôle de chacun. Il y a des communautés qui s'ignorent, qui méritent d'abord de mieux se connaître afin de mieux agir ensemble.

3) **Préciser le projet de territoire**, en format de co-construction avec les acteurs pour les embarquer, pour :

- Faire émerger une **vision** ;
- La décliner en objectifs prioritaires (les **étoiles qui nous font nous lever**) et en phasage (dans le temps) ;
- Ce qui se joue est **l'affichage d'un fil rouge** pour le projet de territoire, qui s'incarne sur des projets concrets ;
 - Il y a besoin de quelques projets structurants. C'est cela qui permet de construire la communication, de travailler ensemble, donc de déléguer, de travailler la confiance entre acteurs qui peuvent se mobiliser, s'impliquer ;
 - L'identification des projets plus locaux, **sorte de cailloux blancs** qui balisent le chemin vers l'étoile, permet à chaque EPCI et aux communes de prendre leur part du projet de territoire transversal, à l'échelle PETR. Ces cailloux apportent de la preuve d'action concrète à une échelle micro-locale qui correspond bien à la culture rurale ;
 - Enfin, avoir un projet de territoire porté collectivement, hiérarchisé, permet de réclamer des ressources pour sa réalisation et de faire naître des opportunités pour le territoire.

4) **Mettre en mouvement les acteurs** : il ne peut y avoir d'action efficace si les acteurs du territoire ne se mettent pas en mouvement. C'est vrai des milieux économiques (tels que les agriculteurs, les acteurs des filières, par exemple énergétiques), des consommateurs de tous types (cantines et ménages pour des modèles alimentaires de proximité, touristes, ...) et des intermédiaires. Emmener la société est requis et nécessite de s'organiser pour se faire (posture des élus, des agents, espaces de régulation, de mise en récits...)

5) **Instiller une culture de l'innovation** : on ne va pas engager la transition en restant identique et sans changer un minimum le fonctionnement de la société. Pour cela, il faut identifier, susciter et accompagner les initiatives qui vont dans le sens du projet de territoire. Il va falloir inventer (rôle des pionniers, des innovateurs), transférer à la société pour le changement d'échelle (passeurs), il va falloir incarner (par des élus engagés en démarche trans-partisane, des acteurs de terrains qui illustrent la transition), il va falloir soutenir appuyer en ingénierie, communiquer !

3 Nos recommandations générales

3.1 Préciser le contenu du projet de territoire

On est en début de mandat, c'est le bon moment ! On ne part pas de rien, il faut faire un travail de compilation de ce qui a déjà été produit, et convenir d'une stratégie pour associer les acteurs :

- Compléter et mettre au travail le diagnostic (pas de projet partagé s'il n'y a pas de diagnostic partagé, actant les consensus et les dissensus, afin que chacun se sente reconnu et écouté).
- Mieux identifier les sujets communs qui intéressent et questionnent toutes les interco (mais pas forcément de la même manière) : la mobilité, la désertification médicale, la mutualisation des agents, la relation aux secrétaires de mairie, la relations aux habitants, la communication à l'échelle de chaque échelon et la communication collective.
- Faire apparaître la vision, qui permet de faire sens en format collectif et coopératif.
- Enfin, il faut aussi préciser le projet dans sa dimension « opérationnalisation », en identifiant les **quelques projets majeurs** qui vont apporter de la structuration. Car le projet de territoire n'embarque les acteurs que s'il donne le sentiment d'être dans le passage à l'acte, et s'il donne des preuves concrètes, même petites, qu'il produit du changement et des résultats. Importance des victoires rapides, des « quick wins ».

Recommandation n°1

Préciser le projet de territoire, de manière collective et donc en coproduction, en démarche participative :

- **La vision**, le fil rouge du projet de territoire ;
- **Les projets structurants** (« étoiles ») qui vont donner le sens ;
- **Les projets opérationnels** (cailloux blancs) qui permettent d'associer différents types d'acteurs dans l'action. Ils vont aussi permettre d'apporter des preuves de la transition en cours, de l'incarnation. Il faut oser quelques projets qui ont du souffle, qui donnent à rêver et qui vont mettre la transition en logique d'énergie positive !

Phaser : ce qui est atteignable en première année, ce qui se déclinera sur l'ensemble du mandat. Pour ne pas être dans le discours mais bien dans le réel du passage à l'acte

Recommandation n°2

Travailler un récit du territoire à l'échelle du PETR de manière participative et dans sa relation à Albi.

Former agents et élus aux fondamentaux de la mise en récits. Se donner du temps pour le faire, profiter du CRTE pour obtenir des fonds et recruter l'ingénierie.

Recommandation n°3

Intégrer la dimension « Agencement d'acteurs » dans la conduite des projets.

Cela peut passer par un accompagnement spécifique externe. Les projets sont l'opportunité de travailler différemment ensemble, élus et services (management plus participatif, laisser des marges de manœuvre aux agents, former à la conduite de projets), mais aussi avec les acteurs de terrain (construire de la confiance, valoriser les acteurs locaux et les appuyer, en ingénierie, en communication, en appui politique).

3.2 Engager la discussion avec Albi, ou pas

C'est un vrai choix à construire, et la responsabilité des élus de le porter. A discuter.

3.3 Clarifier le cadre d'organisation, les rôles des uns et des autres, et les marges de manœuvre

Il s'agit de travailler la *maturité coopérative*, en ne se contentant pas du groupe d'élus :

Recommandation n°4 | **Former élus et agents à l'implication des acteurs et à la gouvernance partagée.**
Ce travail peut aussi intégrer des groupes de pairs au sein de la Fabrique des transitions pour chacun des acteurs du dispositif.

Recommandation n°5 | **Former à partir de cas pratiques**, en identifiant dans chaque Intercommunalités des communes volontaires avec deux ou trois projets pilotes et expérimentaux sur lesquels se tester.
Installer un management en mode projet avec supervision, pour apprendre à travailler ensemble élus/services/acteurs de terrain et impliquer habitants sur du concret.
Organiser des espaces de réflexivité pour les élus et techniciens engagés dans ces actions afin d'apprendre ensemble et monter en compétences. Partager ces apprentissages aux autres élus et agents des collectivités.

Recommandation n°6 | **Identifier et travailler la question des leadership « coopératifs » à faire émerger** (élus, agents, acteurs de terrain).

- La conduite du changement dans les services est un sujet en soi. Cela peut se faire avec la fabrique, en animant un espace transversal, entre pairs, pour les DGS des intercommunalités. Un échelon central à l'articulation du technique et du politique, charnière entre la relation aux usagers et le portage politique stratégique.

Recommandation n°7 | **Construire un plan de formation spécifique aux services**, pourquoi pas inter-EPCI ? (Travail en mode projet, instauration de la transversalité et des méthodes de travail plus décroisées, espaces de réflexivité...).

3.4 Monter une véritable politique de communication

Recommandation n°8 | **Animer un espace transversal pour les acteurs-relais de la communication**, ouvert aux acteurs de terrain en capacité de relayer la communication institutionnelle ou de la nourrir (mise en récits et communication institutionnelle et politique).

3.5 Structurer une démarche de commande publique « transition »

Recommandation n°9 | Engager, à l'échelle du PETR, un repérage des bonnes pratiques des EPCI pour les élargir, identifier les gisements d'actions à mutualiser et les conditions de leur mutualisation effective en s'intéressant au travail de celles et ceux qui les portent et pourraient transmettre leur expérience / expertise (par exemple achats groupés d'énergie renouvelable, tenues des agents, circuits courts alimentaires, matériaux en logique d'économie circulaire ...)

3.6 En direction des habitants, engager une démarche générale éducative et sociétale

La transition signifie passer d'un modèle à un autre, il y a donc une dimension très « culturelle et éducative » qui doit concerner chaque habitant du territoire. Les cibles privilégiées sont les jeunes générations (ce sont souvent les enfants qui font bouger les parents !).

Recommandation n°10 | Construire une politique sur ce sujet, à partir de temps d'éducation populaire, de cycles de débats, mais aussi d'action en direction des familles (défis famille sur alimentation locale, familles zéro déchets), de la communication des EPCI. Cela en s'appuyant sur le tissu associatif très riche du territoire et en partant des initiatives existantes et des envies des acteurs.

4. Sur les contenus thématiques

- Ce qui a été vu auparavant permet de venir se saisir des sujets thématiques avec une organisation, un cadre de pensée et d'action qui permet l'épanouissement de projets plus précis, plus opérationnels. Le portage et le pilotage doivent être partagés entre le PETR (plutôt sur les enjeux d'ingénierie, de connexion entre les territoires, de travail sur les complémentarités) et les intercommunalités en termes de traduction opérationnelle. Il faut pour cela s'appuyer sur le bureau du PETR, et clarifier le rôle et la posture des élus intercommunaux siégeant au PETR en termes de partage et de remontée d'informations vis-à-vis de leur interco et du PETR.
- Chacune des thématiques listées plus bas justifie un diagnostic fin pour identifier la stratégie la plus adaptée à sa mise en œuvre. Sous la responsabilité d'un élu ou d'un groupe d'élus, rédiger une feuille de route générale, et regarder comment la déclinaison se fait au sein de chaque EPCI.
- Une attention forte doit être portée sur la dimension emploi des projets identifiés, car la crise du Covid va générer dans les années à venir des impacts importants de déstabilisation de certaines activités économiques.
- Notre avis sur la sélection des projets « prioritaires ».

4.1 Vos points forts à amplifier

- **La question énergétique** : c'est un point fort pour vous, vous la revendiquez tous ! Votre potentiel est considérable, et vous avez entre les mains beaucoup d'ingrédients du mix énergétique. L'évolution de ces dernières années commence à rendre plus faciles la structuration de certaines filières : la méthanisation à échelle humaine, la captation du gisement de bois énergie (qui pour l'instant est perdu à pourrir) sont deux bons exemples de filières à structurer... Le solaire est déjà assez bien développé, mais le potentiel avec l'arrivée des centrales citoyennes est très important.
- **Le bâtiment, l'habitat** : vous avez un très bel acquis avec la SCIC. Ce sujet va monter en puissance avec la question du coût de l'énergie pour les périodes froides (énorme impact sur la précarité de certaines familles), il y a aussi la question de la fraîcheur l'été qui va devenir un enjeu de plus en plus prégnant. Il y a besoin d'un état des lieux, et de construire avec les bailleurs sociaux notamment une vraie stratégie.

4.2 Les mutations incontournables, et qui devraient mériter une action plus volontariste

- **L'agriculture et la mutation alimentaire en cours.** A cet endroit, la connexion avec l'agglomération d'Albi est centrale ! Il faudrait donner plus de visibilité aux coopérations existantes en matière de transitions alimentaires et renforcer la coopération entre ces outils et les institutions publiques : rôles et attentes les uns vis-à-vis des autres, contraintes de chacun et objectifs partagés au service du développement du territoire.
- **L'eau :** comment l'économiser, comment l'utiliser de la manière efficiente possible selon une éco-conditionnalité des usages, comment la garder (type de pratiques agricoles et modalités d'irrigation, ...). La question des besoins va monter très fort l'été, avec de très gros risques de conflits d'usage (irrigation pour le maraîchage, ou pour le maïs ? étiage pour la biodiversité ? étiage pour la centrale de Golfech ? étiage pour les loisirs et le tourisme ?)
- **La mobilité douce :** qu'est-ce qui marche et qui ne marche pas, quel besoin de connexions, comment amplifier les initiatives sur les usages, ... ?
- **Le tourisme et l'entrée patrimoine :** votre potentiel est très grand ! Il manque un fil rouge conducteur, qui facilitera la communication générale et l'articulation des projets. Vous avez tout ce qu'il faut pour des parcours à thèmes et complémentaires (la Fresque du Tarn) ! Nous avons été séduits par tout ce qui touche : au travail sur les valeurs, solidarité, générosité & bienveillance ; à l'entrée historique et patrimoniale, ponts et Unesco/ à la dimension sport nature, fraîcheur, eau et loisir ; à la valorisation de la qualité du terroir et authenticité !

4.3 Enfin, identifier les filières économiques porteuses dans le territoire et qui incarnent la transition

Ces filières nécessitant une mise en place de stratégie de filière pouvant justifier d'investissements publics à côté des investissements privés, une coopération d'acteurs élargis et stratégiques pour le territoire : bois, pierre sèche...

Conclusion

Le territoire du PETR Albigeois et Bastides est riche de ses ressources naturelles et de son art de vivre, et peut se revendiquer de solides compétences, d'un foisonnement d'initiatives en matière de transition et de multiples formes de collaboration prometteuses.

Pour autant, le territoire manque d'une identité cohérente et de cohésion. Les visions de la transition et du territoire ne sont pas homogènes. Les discontinuités entre les acteurs institutionnels, l'éparpillement des initiatives et le cloisonnement des métiers, tant géographiques que hiérarchiques, entravent également l'émergence d'une coopération motrice et assumée. Le renouvellement démographique et la reconfiguration du lien social (nouveaux arrivants) constituent en outre des dynamiques ambivalentes – c'est-à-dire potentiellement intéressantes.

Pour mettre en œuvre la transition, il apparaît dès lors indispensable d'unifier le territoire autour d'un récit construit collectivement - notamment un récit prospectif - et d'une feuille de route instruisant un projet commun. L'édification d'un cadre de coopération intégrant toute la chaîne des acteurs, des élus aux citoyens, ainsi que la clarification des rôles de chacun, doivent servir le renforcement et l'identification des filières supports à une démarche d'expérimentation apprenante.

Ce diagnostic, présenté en atelier le 11/05/2021, a été largement validé à l'unanimité des présents (une cinquantaine de participants ayant pris part aux entretiens constitutifs du diagnostic), moins deux voix (il est intéressant de noter qu'elles n'ont pas été écoutées lors du diagnostic). Fort de cette confiance et des perspectives qu'elle ouvre, le PETR dispose désormais d'un socle partagé solide pour construire sa trajectoire, établir ses priorités et dire comment il souhaite amplifier davantage les transitions. La Fabrique des transitions peut être l'alliance nécessaire pour appuyer et construire la suite.